

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DES REFORMES ADMINISTRATIVES ET  
DE LA PROMOTION DE LA FEMME

DIRECTION GENERALE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA  
MAITRISE DES EFFECTIFS

du 3 Avril 2001

Décret n° 2001-139/ /MFPRAPF/DGFP/DPME-SR  
portant intégration, nomination, titularisation, à titre  
exceptionnel et versement de certains candidats dans les  
cadres des services sociaux (jeunesse et sports) ; en tête :  
monsieur LOUBAKI Marcel

(régularisation)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VISAS :

Vu l'acte fondamental ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989, portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 63-81/FP-BE du 26 mars 1963, fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 74-454 du 17 décembre 1974, modifiant le tableau hiérarchique des cadres des catégories A, B, C et D de l'enseignement (jeunesse et sports) abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 10, 13, 14, 15, 18, 19 et 20 du décret n° 63-79 du 26 mars 1963, fixant le statut commun des cadres de l'enseignement (jeunesse et sports) ;

Vu le décret n° 91-049 du 05 mars 1991, fixant les échelonnements indiciaires fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, portant suspension des effets financiers à la suite d'une titularisation, d'un reclassement, d'un avancement, d'une révision de situation administrative ou de toute autre promotion ;

Vu le décret n° 98-187 du 18 juin 1998, portant délégation de pouvoir au ministre de la fonction publique et des réformes administratives ;

Vu le décret n° 99-1 du 12 janvier 1999, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 99-50 du 3 avril 1999, portant versement des agents civils de l'Etat dans la classification prévue par la loi n° 021/89 du 14 novembre 1989, portant refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 2087/FP du 21 juin 1958, fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu la note de service n° 019/MJSCSCNPD-CAB-DGS-DAFP-SP du 23 février 1995, portant recrutement des intéressés en qualité de volontaire de l'enseignement ;

Vu les dossiers de candidature constitués par les intéressés ;

DECRETE :

**Article 1 :** Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive obtenu à l'université Marien NGOUABI, sont intégrés dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (jeunesse et sports), nommés au grade de professeur certifié d'éducation physique et sportive stagiaire, indice 790, titularisés exceptionnellement au 1<sup>er</sup> échelon, indice 830 ACC = néant et mis à la disposition du ministère de l'enseignement technique et professionnel, chargé du redéploiement de la jeunesse, de l'instruction civique et des sports, selon le tableau ci-dessous :

N°	Noms et Prénoms date et lieu de naissance	Date d'intégration	Date de titularisation
1-	LOUBAKI Marcel né le 21 avril 1966 à Kissendé	31 juillet 1995	31 juillet 1996
2-	MADZOU MBANI(Albert) né le 11 mars 1967 à Madzouka	7 août 1995	7 août 1996
3-	MBOUNGOU(Jean) né le 17 mai 1966 à Midimba	2 août 1995	2 août 1996
4-	MBOUNGOU(Sébastien) né le 25 avril 1964 à Madingou	1 <sup>er</sup> août 1995	1 <sup>er</sup> août 1996
5-	MARC TOUMAMA (Appolinaire) né le 23 avril 1965 à Hamon	10 août 1995	10 août 1996
6-	BALENDET(Florent Basile) né le 9 octobre 1966 à Dolisie	29 novembre 1995	29 novembre 1996

**Article 2 :** Les intéressés sont versés dans les cadres de la catégorie I, échelle 1, 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, indice 850 ACC = néant, pour compter des dates respectives de titularisation, en application du décret n° 99-50 du 03 avril 1999 susvisé.

**Article 3 :** Conformément au décret n° 94-769 du 28 décembre 1994 susvisé, le versement et la titularisation ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

*Couy*

**Article 4** : Le présent décret qui prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates dessus indiquées et de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, sera enregistré, publié au journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera./

Brazzaville, le 3 Avril 2001

**Denis SASSOU-NGUESSO**

Par le Président de la République,

La ministre de la fonction publique,  
des réformes administratives et de  
la promotion de la femme

**Jeanne DAMBENDET**



Le ministre de l'économie,  
des finances et du budget,

**Mathias DZON**

Le ministre de l'enseignement technique  
et professionnel, chargé du redéploiement  
de la jeunesse, de l'instruction civique et  
des sports,

**André OKOMBI SALISSA**



**AMPLIATIONS :**

JORC	1
DGFF/DPME	3
MFPRAPF-BST	3
DGB	3
DGCF	2
MEPRJCS	2
DPAA	2
INTERESSES	6
DOSSIERS	18
SGG/BC	3